La gauche africaine unie soutient le Venezuela

Le 11-02-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Cilia Florès et Nicolás Maduro

Contrairement à toutes les pseudos nuances de gauche de France et des pays de l'UE, de nombreuses organisations politiques et syndicales de plusieurs pays d'Afrique s'unissent autour de la défense du gouvernement légitime du Venezuela, celui de Nicolás Maduro, pour la démocratie et la liberté, et le font savoir.

Voici leur déclaration.

Nous, organisations et mouvements soussignés, engagés en faveur de la justice sociale, de la démocratie et du droit international, ancrés dans la lutte anti-impérialiste et dans la défense de la souveraineté des peuples, nous unissons pour condamner sans équivoque l'enlèvement récent de Nicolás Maduro, Président constitutionnellement reconnu de la République bolivarienne du Venezuela, par des forces armées agissant pour le compte du gouvernement des États-Unis d'Amérique. Cet acte constitue une expression manifeste de violence impériale et représente une violation flagrante de la souveraineté du Venezuela, du droit fondamental à l'autodétermination ainsi que des normes fondamentales du droit international. Il s'inscrit dans un schéma persistant d'interventionnisme des États-Unis visant à « discipliner » les États qui résistent au contrôle impérial de leurs ressources, de leurs systèmes politiques et de leurs trajectoires de développement.
L'enlèvement du Président Maduro ne constitue pas seulement une atteinte portée à une personne, mais une agression directe contre la souveraineté populaire, l'exercice collectif de la volonté démocratique de la population vénézuélienne et ses forces sociales ainsi que contre les principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies. Il représente une escalade dangereuse dans le recours à la force coercitive unilatérale et à l'enlèvement en tant qu'instruments du pouvoir impérial, et établit un précédent périlleux qui menace la souveraineté de toutes les nations. De telles actions érodent la confiance internationale et traduisent un mépris manifeste pour les cadres diplomatiques et juridiques conçus pour préserver la paix et l'ordre entre les États.
Guidés par la réflexion et l'inspiration tirées des prises de position de principe d'organisations progressistes et d'États souverains à travers le monde, nous en appelons à la conscience de la communauté internationale afin de :
1. Dénoncer publiquement l'agression impérialiste des États-Unis contre le Venezuela sous toutes ses formes, y compris les attaques militaires contre les civils, la coercition et les opérations de changement de régime, et exiger que les violations du droit international donnent lieu à des responsabilités clairement établies.
2. Organiser des piquets et remettre des lettres de protestation auprès des ambassades et consulats des États-Unis dans le monde entier, exigeant la cessation immédiate de toute agression contre le Venezuela.
3. Exiger la libération immédiate et inconditionnelle du Président Nicolás Maduro et de son épouse, et rejeter toute forme d'enlèvement, de détention ou de destitution commanditée par un État visant les autorités démocratiquement élues du Venezuela.
4. Rejeter catégoriquement toute forme d'intervention militaire étrangère, d'opérations de renseignement, d'occupation et de tentatives de changement de régime au Venezuela.
5. Réaffirmer et défendre le droit inaliénable du Venezuela à l'indépendance politique, à l'autodétermination et à l'intégrité territoriale, à l'abri de toute intervention, occupation ou autorité imposée de l'extérieur.
6. Insister pour que tous les différends soient réglés par la négociation pacifique et la diplomatie multilatérale, et rejeter la coercition, la subversion, les sanctions et l'usage de la force comme instruments de la politique internationale.
7. Affirmer que la véritable démocratie consiste à permettre au peuple vénézuélien de déterminer librement son avenir politique et économique, sans déstabilisation ni ingérence étrangère.

8. Interpeller les gouvernements et les parlements afin qu'ils condamnent publiquement les actions des États-Unis et mettent fin à toute coopération militaire, sécuritaire et de renseignement avec l'agresseur.
9. Maintenir des campagnes coordonnées sur les réseaux sociaux, utilisant notamment les mots-dièse #HandsOffVenezuela et #FreeMaduro, afin de briser le blocus médiatique et de diffuser des informations exactes.
10. Organiser des assemblées populaires, des ateliers d'éducation politique, des forums et des projections de documentaires dans les communautés, les universités et les lieux de travail, afin de dévoiler les stratégies impérialistes visant l'accaparement des ressources et la subversion de la souveraineté.
11. Exprimer une solidarité active avec les citoyennes et citoyens du Venezuela et avec toutes les nations qui résistent à la domination impériale, en affirmant qu'une attaque contre un peuple souverain constitue une attaque contre tous.

Nous exprimons notre solidarité indéfectible avec le peuple de la République bolivarienne du Venezuela en ce moment de crise. L'histoire démontre que l'impérialisme et l'ingérence étrangère ne produisent que l'instabilité, les conflits et des souffrances humaines.

Ancrés dans le panafricanisme, la lutte anticoloniale et la solidarité Sud-Sud, nous, forces progressistes, rejetons cette doctrine archaïque du « droit du plus fort ». Nous réaffirmons notre engagement à œuvrer à l'avènement d'un ordre mondial juste, fondé sur le respect de la souveraineté, l'application du droit international et la garantie du droit à l'autodétermination de tous les peuples.

Ensemble, nous affirmons :

Du continent et d'ailleurs, notre cri de ralliement est un : nous, voix progressistes du monde, unissons-nous !

Ensemble, nous mettrons fin à l'impérialisme !

Bas les mains du Venezuela !

Signataires

Collectif Afrique, France
Mouvement de la jeunesse africaine pour la promotion de l'Union africaine du Gabon (MJAPUA), Gabon
Parti révolutionnaire panafricain de tout le peuple africain, Ghana Association ANJUD, Niger
APP/Burkindi, Burkina Faso APP–Diaspora/Bénin, Bénin
Association pour le développement des jeunes angolais et étrangers (ADJAE), Angola
Mouvement citoyen BISO PEOPLE, Congo (République démocratique du Congo)
Front national du Botswana, Botswana
Coalition de la diaspora togolaise pour le changement et la démocratie (CODITOGO), Togo
Parti communiste marxiste du Kenya (CPM-K), Kenya
Convention People's Party (CPP), Ghana
Comité culturel pour la démocratie au Bénin (CCDB), Bénin
FRAPP (Front pour une révolution populaire et panafricaine anti-impérialiste), Sénégal
Friends of the Congo, États-Unis d'Amérique
Confédération générale des travailleurs de Côte d'Ivoire (CGT-CI), Côte d'Ivoire
Ghana Eye Report, Ghana
Mouvement harbiste, Djibouti
Mouvement Tunisie En Avant – Tunisie
Quartier général de la Révolution, Mali
Humanists Malawi, Malawi
Comité international des peuples noirs (CIPN), France
Front international de décolonisation (FID), France

Mouvement international pour les réparations (MIR), France
Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), France
Panafricanistes Mabedja, Comores
Coordination nationale des associations de veille citoyenne, Burkina Faso
Fédération nationale de l'éducation (FNE), Maroc
Convergence panafricaine, Cameroun Ligue panafricaine – Umoja, France
Dynamique Unitaire Panafricaine (DUP), France
Front progressiste panafricain Jeunesse panafricaine de la République centrafricaine, République centrafricaine
Parti du progrès et du socialisme (PPS), Maroc
Convention nationale du peuple, Ghana
Planète des jeunes panafricanistes du Burkina Faso (PJP-BF), Burkina Faso
Plate MdaiJasho – Mouvement Agro Hip-Hop, Tanzanie
Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), Guadeloupe (France)
Processus des communautés noires (PCN), Colombie
Mouvement progressiste des peuples africains (MPA), Guinée
Mouvement socialiste du Ghana
Parti socialiste de Zambie, Zambie
State55 Afrika, Cameroun
Le Cercle marron, France
Le Mouvement panafricain, Congo (République démocratique du Congo)
Actions unies pour la démocratie (UAD), Nigéria
Syndicat des travailleurs du textile unis (UNITE), Lesotho
Union des populations du Cameroun – Manifeste national pour l'instauration de la démocratie (UPC-MANIDEM), Cameroun
Mouvement We Can, Mauritanie

Source : Pessenza New-York

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire